



CH LAVAUUR



Lavaur le 12/11/13

## PROJET DE LOI DE FINANCEMENT DE LA SECURITE SOCIALE 2014

**Toujours PLUS d'austérité. Du 18 au 22 novembre 2013 TOUS EN ACTION !**

Partout en France, les luttes se multiplient dans les hôpitaux et les établissements sociaux, partout pour les mêmes raisons. Elles sont la conséquence de la même politique mise en œuvre par le gouvernement et rebaptisée Modernisation de l'Action Publique pour faire croire au changement par le gouvernement actuel. Cette politique continue ses ravages au travers des Projets de Loi de Financement de la Sécurité Sociale qui se succèdent d'année en année.

**Malgré nos appels répétés pour la mise en œuvre d'autres orientations, le PLFSS 2014 ne déroge pas à la règle :**

- Un ONDAM (Objectif national des dépenses d'assurance maladie) à 2,4% - encore en baisse par rapport à celui de l'année dernière à 2,6% et déjà largement insuffisant pour juste reconduire l'existant
- Moins 440 millions d'euros pour les finances des hôpitaux déjà exsangues, au titre de l'effort d'économie !
- Moins 500 millions d'euros sur les frais de gestion des dossiers des assurés sociaux !
- Aucune mesure nouvelle de reprise de dettes.
- La généralisation des complémentaires santé en guise d'amélioration supposée de l'accès aux soins, soit la confirmation d'un système de soins à deux vitesses...

**Voilà les principaux ingrédients du plan en discussion.**

**Nos députés seraient bien inspirés d'en mesurer les conséquences: des budgets en baisse, des salariés épuisés par des conditions de travail considérablement dégradées et qui ne comprennent plus ce qu'on leur demande parce que la chasse ouverte aux économies occupe et monopolise tous les esprits.**

**Dans ce contexte, comment est-il possible de prendre soin et accompagner correctement nos patients et résidents avec un minimum d'humanité ?**

Plus que jamais, restons mobilisés sur le sujet du financement de la sécu pour dire haut et fort notre refus de l'austérité, dire encore qu'il nous est impossible de faire toujours plus avec toujours moins.

Multiplions les initiatives lors de la semaine d'action du 18 au 22 novembre, avec un temps fort Mardi 19 novembre, devant les ARS adressons-nous aux élus, aux citoyens, etc...

Nous revendiquons des mesures immédiates, et nous exigeons, dans un premier temps, l'exonération de la taxe sur les salaires dans la Fonction Publique Hospitalière.

Cette taxe est injuste et incompréhensible, elle organise le transfert des cotisations sociales des hôpitaux publics vers le budget de l'État, alors que dans le même temps les entreprises privées bénéficient d'exonérations de cotisations patronales.

L'exonération de la taxe sur les salaires donnerait un souffle à l'hôpital public de 2,5 milliards d'€ soit l'équivalent de 50 000 emplois ou 6 % des dépenses en personnel.

Cela permettrait de remettre à flot les établissements, de créer de l'emploi, de réduire les charges d'emprunt par recapitalisation.

La Fédération Hospitalière de France estime qu'il suffirait d'1,5 milliards d'€ de financement supplémentaire pour assainir la situation des hôpitaux.

### Propositions CGT

- **L'exonération de la taxe sur les salaires permettant de gagner 6% sur les dépenses de personnel et de (re)créer 50 000 emplois**
- **Un Plan Urgence Emploi Formation,**
- **Revalorisations salariales en portant le salaire minimum à 1700 € net.**

Retrouvez de nombreuses infos sur notre site internet : [www.cgt-chlavour.fr](http://www.cgt-chlavour.fr)